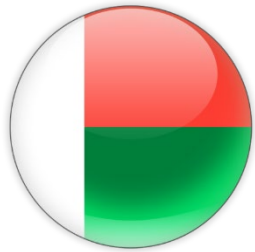


SECTOR MINISTERS' MEETING 2019

San José — Costa Rica — 4-5 April



The Madagascar COUNTRY BRIEF

The Country Briefs were prepared by governments ahead of the SWA 2019 Sector Ministers' Meeting. They are a snap-shot of the country's current state in terms of water, sanitation and hygiene, and future targets.

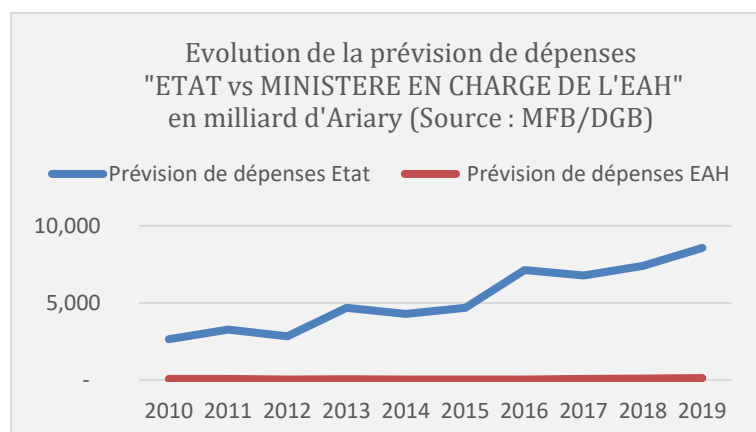
1. Contexte

Madagascar est un pays en voie de développement, qui s'aligne au monde pour atteindre les ODD ¹2030. Au-delà l'importance des efforts fournis et des engagements pris par les gouvernements successifs pour atteindre ces objectifs, les défis restent énormes.

Au niveau mondial, les quelques chiffres suivants montrent que Madagascar a une longue route à parcourir pour atteindre ces ODD : 162^e rang sur 190 pays² en termes d'économie; 98^e sur 113 en droit³, et au 155^e sur 180 en indice de corruption⁴.

En somme, Madagascar a pris du retard sur plusieurs indicateurs, et se trouve au 158^e rang sur les 188 pays en 2018 dans le classement mondial de l'indice de développement⁵.

Actuellement, 77.5% des Malgaches vivent en dessous du seuil de la pauvreté (<\$1.90/jour)⁶ et le PIB reste extrêmement faible (de l'ordre de \$380), avec un taux de croissance économique de 4% en 2016⁷.



¹ Objectifs du Développement Durable

² Indicateurs Doing business 2018 Banque Mondiale

³ Indice de droit World Justice Project en 2017-2018

⁴ Indice de la perception de la corruption, Transparency International 2017

⁵ Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH) 2018 de l'UNDP

⁶ Banque Mondiale

⁷ INSTAT/DSY 2017

SECTOR MINISTERS' MEETING 2019

San José — Costa Rica — 4-5 April



Madagascar, par sa position géographique, est aussi un pays très affecté par les catastrophes naturelles et le changement climatique (El niño). Ces paramètres climatiques freinent de façon significative les avancées du développement, et affectent en grande partie les populations les plus vulnérables de l'île.

Pour le secteur Eau, Assainissement et Hygiène, un des points forts du pays est l'attribution de la tutelle du secteur au seul Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures, ce qui permet de concentrer les efforts et de focaliser les interventions. Les lois, politiques et stratégies cadrant le secteur existent tels le Code de l'Eau et ses décrets d'application, la PSNA⁸, la Stratégie Nationale EAH 2013-2018, Lignes directrices du secteur EAH 2015-2019, Note de déclaration politique en eau potable 2015. Systématiquement, ces cadres sont appliqués, mais les différentes évolutions de la situation mondiale, nationale et locales, ainsi que la croissance des besoins, font en sorte que le pays est dans l'obligation de faire évoluer régulièrement ces documents cadres.

En termes d'engagement financier de l'État, le budget alloué annuellement au secteur EAH représente en moyenne 1,5% du budget général de l'État.

Le graphe ci-contre représente l'évolution du budget de ces 10 dernières années, où le budget alloué à l'EAH n'évolue point par rapport à l'augmentation du budget général.

En cohérence avec la situation telle décrite ci-dessus, Madagascar doit faire face à des défis afin de rattraper les retards accumulés, à savoir: (i) réduire les inégalités sociales, essentiellement en termes d'EAH, pour contribuer à l'élimination de la pauvreté; (ii) augmenter les engagements (gouvernances, financements, ciblage des vulnérables); (iii) assurer la disponibilité de documents cadres, en phase avec la situation réelle du pays (comprenant la mise à jour et la mise en cohérence des données (harmonisation données nationales et JMP) et (iv) intervenir efficacement, de façon focalisée, structurée, et participative.

2. Les ODD et le secteur EAH

Au niveau mondial, Madagascar se classe parmi les pays les moins nantis en matière d'utilisation de l'eau potable et d'accès à

	Rang mondial
Manque d'accès eau élémentaire	#14
Utilisation eaux de surface	#8
Manque d'accès assainissement élémentaire	#3
Défécation à l'air libre	#10

l'assainissement, comme le souligne le tableau suivant:

⁸ Plan et Stratégie Nationale de l'Assainissement

SECTOR MINISTERS' MEETING 2019

San José — Costa Rica — 4-5 April



Selon le Joint Monitoring Program (JMP), 51% de la population utilise un service d'eau élémentaire (un point d'eau amélioré à 30 minutes aller-retour maximum). Les disparités entre zones rurales et urbaines sont considérables : 82% de personnes en milieu urbain comparé à seulement 34% en milieu rural ont accès à un service élémentaire. Au niveau national, seulement 10% de la population utilise des installations d'assainissement élémentaires et plus de 44% pratiquent la défécation à l'air libre (DAL), soit plus de 10 millions de personnes⁹.

Le pays est classé parmi les derniers dans l'accès aux infrastructures WASH. Seulement deux pays dans le monde enregistrent un moindre accès aux installations d'assainissement élémentaires¹⁰.

La réalisation récente du Budget Programme par Objectif Régionaux (BPOR 2017), une enquête nationale de situation, effectuée au niveau des Fokontany¹¹ par le Ministère et ses partenaires, fait état d'une situation encore plus alarmante en termes d'EAH pour Madagascar :

- 24% de la population ont accès à l'eau potable en 2017.
- 12% de la population ont accès à l'assainissement de base.

1. Vision nationale pour le secteur

Le récent changement de dirigeant à Madagascar a apporté de nouvelles visions à la tête de l'Etat.

Les documents ci-après sont définissent les orientations officielles concernant l'EAH :

- Selon la « Politique Générale de l'État (PGE) », paragraphe Énergie et Eau Potable pour tous : **« Augmenter l'alimentation à l'eau potable pour tous les Malagasy et accentuer les interventions en assainissement et hygiène ».**
- Selon le « Contrat de Performance du Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures » : Atteindre les ODD 6 en 2030 ; élaborer et mettre en œuvre le programme **Madagasikara Madio 2025 (Madagascar Propre 2025)**

Cibles pour les ODD

Madagascar s'est engagé à atteindre les ODD 6 avec comme cibles:

- 6.1 : 100% de la population auront accès à un approvisionnement en eau en 2030 (**dont 70% en 2023**)
- 6.2. 100% de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité (GTS) avec comme time line le **Programme Madagasikara Madio 2025** :
- 55% des Malagasy auront accès aux latrines basique en 2023

⁹ UNICEF/WHO Joint Monitoring Programme (2017)

¹⁰ Ibid

¹¹ La plus petite administration territoriale de Madagascar

SECTOR MINISTERS' MEETING 2019

San José — Costa Rica — 4-5 April



- 90% des Malagasy seront ODF et pratiqueront le lavage des mains au savon en 2023
- 100% des Malagasy ODF et pratiquant le lavage des mains au savon en 2025
- 85 % des villes de Madagascar disposeront des services de collecte de déchets solides en 2025

Défis et écarts majeurs

D'après l'analyse des goulots d'étranglements du secteur en 2018 (WASHBAT), les défis et écarts majeurs qui peuvent influencer sur l'atteinte de la vision et des cibles nationales sont :

- L'inexistence de politique, de stratégie ou de cadrage spécifique, notamment sur l'assainissement et l'hygiène (juridique, affectations des ressources financières, viabilité des services, spécifications rurales, ...)
- La défaillance au niveau de la coordination, impliquant le flou dans la définition des rôles et responsabilités de tout un chacun dans le secteur ;
- Le manque des ressources financières (inadéquation ressources/besoins) et des failles dans le processus budgétaire, notamment un budget alloué à l'EAH parmi les plus faibles dans le monde avec des rapports de dépenses non disponibles et accessibles au public ;

Processus et actions principaux engagés pour renforcer le secteur et accélérer les progrès vers l'ODD 6

Afin de faire face aux défis et écarts mentionnés ci-dessus, il a les actions suivantes ont été engagées:

- Ajustement des interventions en fonction du délai imparti → doubler (au moins) les objectifs annuels en termes d'accès EAH (constructions, sensibilisations et plaidoyer) ;
- Plaidoyer tous azimuts pour augmenter le budget alloué en conséquence.
- Processus d'amélioration/renforcement de tous types de partenariat existant dans le secteur : MEEH / PTF, International/National, PPP¹², MEEH/CTD¹³
- Elaboration / Mise à jour / finalisation des principaux documents cadres régissant le secteur (Plan sectoriel, nouvelle orientation politique, code de l'eau, ...) ;
- Processus de changement pour un nouveau paradigme fondé sur la fourniture d'un service adéquat par / pour les utilisateurs ;
- Redéfinition des rôles et des responsabilités dans le secteur en général et pour la prestation de service en eau en milieu rural en particulier ;
- Développement d'une gamme plus élargie des options de gestion des services d'approvisionnement en eau en milieu rural, accompagnée d'un système de renforcement de capacité pour les fournisseurs de services ;
- Appui et accompagnement de façon continue des capacités procurées aux autorités de services.
- Amélioration de l'environnement d'affaires dans le secteur pour attirer les investissements provenant du secteur privé (PPP)

¹² Partenariat Public Privé

¹³ Collectivités Territoriales Décentralisées

SECTOR MINISTERS' MEETING 2019

San José — Costa Rica — 4-5 April



Les comportements collaboratifs

Selon le dernier rapport GLAAS, il existe actuellement une centaine d'acteurs œuvrant dans le secteur EAH à Madagascar. Si le mapping et la coordination restent un défi, la collaboration entre le Ministère et ces acteurs produit des résultats probants tant sur le hard que le soft.

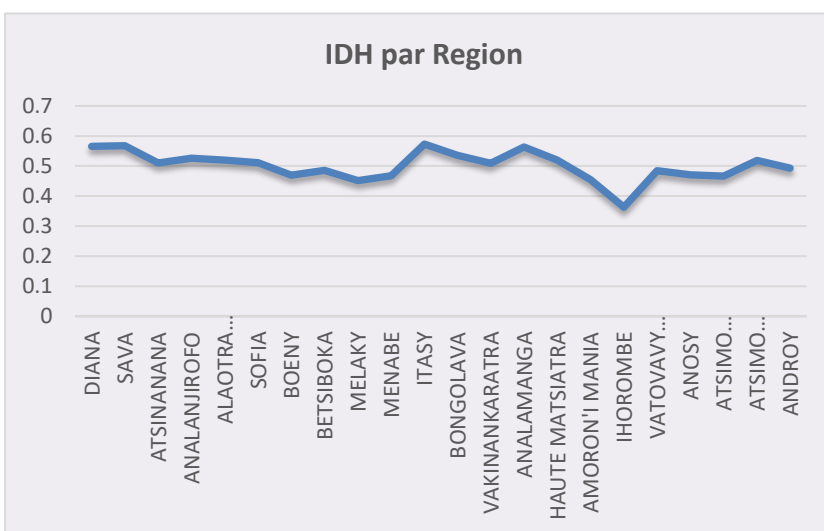
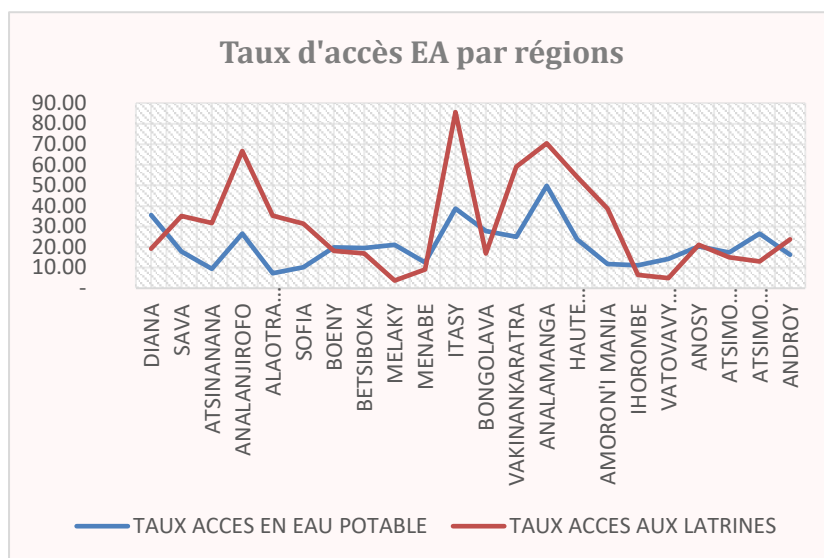
Analyse des Inégalités

Ils existent différents paramètres influençant les inégalités à Madagascar, mais les taux d'accès régionaux en eau et assainissement restent les plus illustratifs.

Les graphes suivants démontrent une corrélation entre les accès à l'eau, à l'assainissement et les indices de développement humain. Les hauts plateaux de Madagascar disposent d'un IDH élevé, coïncidant avec un taux élevé d'accès à l'eau et à l'assainissement. Par contre, les zones les plus reculées, plus exposées aux changements climatiques, avec des IDH les plus faibles, et dont les populations sont très vulnérables (Melaky, Betsiboka et les 4 régions du Grand Sud), sont aussi les moins bien nantis en termes d'accès à l'EAH.

Afin d'éliminer ces inégalités, il est primordial de répartir équitablement selon les besoins de chaque région les interventions en termes d'EAH. Une meilleure

coordination des ressources de la part de l'Etat est en cours de processus, et devrait faire partie des engagements pour réduire les inégalités.



SECTOR MINISTERS' MEETING 2019

San José — Costa Rica — 4-5 April



En outre, les inégalités Rural/Urban, doivent aussi faire l'objet d'une étude sérieuse, pour focaliser les interventions. Les deux milieux comportant respectivement leurs propres spécifications sur les populations vulnérables et marginalisées.

3. Le Financement de l'EAH

Estimation du financement nécessaire pour éliminer les inégalités

Afin d'éliminer les inégalités, et atteindre les ODD 6, sans laisser personne derrière, le MEEH, à partir des BPOR, a conçu un costing réaliste, qui estime les besoins annuels en financement selon les tableaux suivant:

Pour les 5 années à venir :

ANNEES	2019	2020	2021	2022	2023
TOTAL GENERAL EAH (EN Millier USD)	110 000	225 000	240 000	250 000	265 000

Jusqu'en 2030 :

ANNEES	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
TOTAL GENERAL EAH (EN Millier USD)	120 000	120 000	130 000	135 000	150 000	155 000	180 000

Il faut préciser les paramètres suivants dans la lecture de ces budgets :

- Ce sont les coûts de l'accès à l'eau (constructions et toutes les actions de pérennisation qui les accompagnent) + Les activités de lutte contre la DAL¹⁴, **la latrinisation (au niveau des familles), et la construction de Latrines Institutionnelles. Le coût de la mise en œuvre des latrines familiales est actuellement en cours d'estimation, dépendant de la nouvelle politique de latrinisation (coût de l'état + coût des auto-constructions par les ménages) ;**
- Le mode d'estimation de ces coûts a tenu en compte les paramètres suivants : le rattrapage des précédents GAPS, la croissance démographique, les besoins en technicité et en infrastructure issus des derniers BPOR et les régressions en termes d'accès.
- Le montant annuel disponible actuellement est d'environ 60 millions USD, toutes interventions confondues. Ce qui est insignifiant par rapport aux besoins.

Afin de pallier aux écarts de financements, les approches suivantes seront mises en œuvre :

- Accentuer le plaidoyer au niveau national pour, au moins, doubler le financement propre de l'État sur l'EAH, dès cette année 2019;

¹⁴ Défécation à l'Air Libre

SECTOR MINISTERS' MEETING 2019

San José — Costa Rica — 4-5 April



- Promouvoir intensément le « WASH business » : adopter la fourniture d'alimentation en eau et de latrines comme une opportunité d'affaire et améliorer de l'environnement des investissements.
- Promouvoir de l'auto-construction des latrines par les familles, en marge de la lutte contre la défécation à l'air libre;
- Faire évoluer le plaidoyer au niveau international, sortant du système d'assistanat vers les partenariats efficaces et gagnant-gagnant.

4. Les engagements du pays

A part les engagements sur les objectifs cités précédemment, le pays s'engage à :

- Allouer environ 180 Millions USD¹⁵ pour les 3 années à venir (2019-2021), pour le secteur EAH (dont environ 40 Millions USD pour l'assainissement et l'Hygiène). Le Ministère en charge de l'EAH va continuer de plaider pour que cet engagement augmente de 25% dès cette année 2019;
- Répartir équitablement les ressources dans les régions, à travers des financements de projets EAH pour chaque région, *et la déconcentration des ressources financières, matérielles et humaines, pour les Directions Régionales*, ceci dès cette année 2019. Inciter les partenaires financiers et technique à faire de même ;
- Coordonner efficacement le secteur par l'opérationnalisation de la Plateforme pour la Promotion de l'EAH (PNP-EAH), au niveau National et au niveau des 22 Régions, *avant fin 2019*. Ceci consiste à valoriser le fait que, l'EAH étant sous la tutelle d'un seul Ministère, il est primordial qu'il assure un meilleur leadership et une bonne coordination. A travers la mise en place d'une structure de coordination plus efficace et professionnellement contrôlable, cela permettra de cadrer et d'orienter les actions de chaque partie prenante en tenant compte des inégalités et des objectifs.
- Activer la décentralisation effective du Ministère par l'appui à la mise en place des agents technique EAH au niveau d'au moins 250 Communes, avant fin 2020, en partenariat avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ;
- Exhorter les Partenaires Techniques et Financiers à chercher tous les moyens nécessaires pour se mettre au diapason des objectifs nationaux et des engagements, afin de rattraper ensemble le retard accumulé par Madagascar. Concrètement, il s'agit de plaider pour augmenter de 100% la totale annuelle des contributions des PTF sur le financement dans le secteur à partir de l'année 2020.
- Finaliser avant la fin de cette année 2019 les documents cadres régissant les objectifs, les engagements et les cadres logiques (Sans être exhaustif, au moins les suivants : Politique et Plan Sectoriel EAH, la partie EAH du Plan d'Émergence de Madagascar, Le plan National d'investissement et la stratégie de pérennisation des interventions en EAH, le code de l'Eau), qui feront office de feuille de route pour atteindre les ODD.

Afin de bien respecter ces engagements, un système de suivi et d'évaluation sera formulé dans le Plan Sectoriel EAH en cours de finalisation et dans la partie EAH du Plan d'Émergence de Madagascar, qui seront produits cette année. Tous les acteurs nationaux en lien avec l'EAH seront impliqués dans ce système

¹⁵ CDMT 2019-2021

SECTOR MINISTERS' MEETING 2019

San José — Costa Rica — 4-5 April



notamment la Primature, les Ministères sociaux (Population, Education et Santé), le Ministère des Finances et de l'Economie en charge du suivi des ODD, le Ministère de la Communication, les PTF, l'INSTAT,...

Les engagements des partenaires

- Intensifier le plaidoyer et les recherches de fond pour augmenter de 100% la participation de financement des partenaires dans le secteur dès l'année 2020, dans l'objectif de la réalisation de la vision Madagasikara Madio 2025 et l'atteinte des ODD.
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan d'Émergence de Madagascar 2019-2023 en termes d'EAH.
- S'intégrer au mécanisme de suivi de la réalisation des engagements pays du gouvernement;
- Plaider auprès des organismes internationaux l'augmentation des budget pour appuyer Madagascar ;
- Assurer avec le Ministère dès cette année 2019 l'harmonisation des interventions dans chaque région, pour réduire les inégalités.